

Ici et là-bas : un témoignage sur la double absence

Autor(en): **Castro, Susi / Heimberg, Charles**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **17 (2001)**

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520334>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ICI ET LÀ-BAS. UN TÉMOIGNAGE SUR LA DOUBLE ABSENCE

Entretien avec Susi Castro¹

Comment es-tu arrivée en Suisse ?

Mon frère aîné, qui travaillait comme saisonnier chez Zschokke, s'était marié et avait eu un enfant. Mes parents n'ont pas voulu que cet enfant reste en Espagne. Ils voulaient bien aider mon frère, mais ils ont toujours pensé que les parents devaient s'occuper eux-mêmes de leurs enfants. Ils m'ont donc envoyée en Suisse, à l'âge de 18 ans, pour accompagner mon neveu. En réalité, je n'avais aucune envie de venir. Je n'avais jamais envisagé de quitter mon pays, mon copain, mes amis de là-bas, tout ce qui était ma vie tranquille à la campagne. Mais il y a des obligations qui font partie de la vie. J'ai donc été obéissante, j'ai pris cet enfant et je suis venue ici, à Genève.

Je suis d'abord restée trois ou quatre mois, sans papiers, pour m'occuper de mon neveu. Puis, je suis revenue quelques mois plus tard. A ce moment-là, j'avais déjà changé, je n'étais plus tout à fait la même. Après trois mois, j'ai commencé à travailler dans un home pour personnes âgées. Alors là, j'ai vu le Premier Mai genevois, et j'ai tout de suite senti que c'était magnifique de pouvoir sortir, que cette liberté était extraordinaire. J'ai trouvé Genève ouverte et libre. On pouvait dire tout ce qu'on voulait. C'était l'époque d'après 1968 et mes frères, qui étaient jeunes, avaient essayé d'évoluer. Ils avaient appris à vivre autre chose. Pour moi, par contre, c'était déjà extraordinaire que l'on ne te demande pas d'aller à l'église en mettant un voile, qu'il ne te soit pas interdit de danser à Pâques. J'ai travaillé dans une maison où il n'y avait que des bonnes sœurs espagnoles. Je n'étais donc pas dépaysée, tout le monde parlait ma langue. J'avais l'impression de ne pas m'être trop éloignée, mon frère aîné et ma belle-sœur étaient avec moi et on allait danser le dimanche aux Terreaux-du-Temple, dans des salles où il y avait forcément beaucoup d'Espagnols.

J'ai passé deux ans dans cette maison de repos, puis j'ai sonné à la clinique de Bel-Air. Le chef du personnel voulait m'engager comme aide-soignante, mais j'ai refusé. Je voulais d'abord faire du nettoyage. Ils avaient besoin d'une aide-soignante, mais je voulais savoir si ce travail pouvait me plaire ou pas. J'ai donc obtenu, en insistant beaucoup, un stage de trois mois comme nettoyeuse. Et au bout de ces trois mois, j'ai commencé à travailler comme aide-soignante. J'ai tout de suite contacté le syndicat. Je dois dire que l'on vivait à l'époque dans un cercle assez fermé. Si tu n'essayais pas de sortir, tu pouvais tout à fait passer des années et des années sans jamais t'intégrer. J'habitais aux Eaux-Vives, j'allais à l'église au Sacré-Cœur parce qu'il y avait des Espagnols. Pour moi, il était surtout important d'avoir un studio

¹ Aide-soignante espagnole, et militante active du Syndicat des Services Publics, Susi Castro est arrivée en Suisse en 1971.

pour accueillir plein de gens le week-end. C'était un peu comme si j'avais une grande famille. Mais j'étais aussi contente de connaître des gens d'ici et de pouvoir faire des traductions d'une langue à l'autre. Les deux langues, le français et l'espagnol, faisaient partie de ma vie. A cette époque, je ne me demandais pas si j'étais d'ailleurs. C'était très fort. Je vivais les deux cultures, j'étais engagée dans l'Action catholique parce qu'on y trouvait pas mal d'Espagnols et parce que pendant la période de Franco, le seul moyen de se réunir tranquillement avait été d'aller dans les églises.

Et le syndicat ?

J'y suis entrée petit à petit. Mais pour moi, cela allait de soi. Mes parents, sans le vouloir, même s'ils avaient pris des précautions et n'avaient pas voulu que l'on prenne de risques, m'avaient toujours fait comprendre qu'ils n'étaient pas d'accord avec les injustices, qu'il fallait revendiquer. Pourtant, ces idées ne s'exprimaient jamais. Mais je savais bien qu'ils n'étaient pas d'accord de se soumettre. Par exemple, ils n'avaient jamais voulu nous envoyer dans des écoles de curés. Pendant le franquisme, il n'y avait pourtant que des écoles religieuses, mais nous, nous avons été préservés de ce lavage de cerveaux. Chez moi, on disait clairement qu'il ne fallait pas se soumettre. Mais dans le village, l'enseignant, le médecin et le curé faisaient régner l'ordre. La garde civile venait même se renseigner sur toutes les bêtises des habitants, y compris celles des enfants. Ils sont allés jusqu'à reprocher à mon frère aîné d'avoir volé des cerises lorsqu'il a demandé un passeport pour venir ici. Il avait été pris sur le fait à l'âge de neuf ans. Je savais au fond de moi que mes parents n'étaient pas d'accord avec ce système-là. Je savais qu'au niveau du travail, par exemple, il fallait revendiquer. Que l'on pouvait s'entraider entre gens du village, mais que si l'on travaillait pour quelqu'un, il fallait demander son salaire.

Pour moi, l'idée du syndicat allait de soi. Mais il y a quand même eu un événement particulier pour déclencher mon engagement. C'était le travail à Bel-Air, avec des vieux qu'il fallait lever à trois heures du matin, à cause du manque de personnel, pour qu'ils soient tous debout à huit heures. Cette manière de travailler, il fallait la changer. J'ai encore en tête les visages de deux vieilles qui étaient debout à quatre heures et s'endormaient en bavant. Pour moi, les revendications syndicales n'ont peut-être pas toujours été claires. Mais le problème qu'il fallait résoudre m'a tout de suite sauté aux yeux.

L'intégration en Suisse, comment cela s'est-il passé pour toi ?

Je pense qu'en grande partie, elle a été possible à travers le syndicat, mais aussi par le fait que j'ai toujours été une bonne vivante, que j'adorais aller danser, la culture, le cinéma, les fêtes, rencontrer les gens. L'intégration, c'était de découvrir que Suisses, Français ou Allemands, tous ces gens pouvaient me ressembler et je pouvais leur ressembler. A ce moment-là, ce n'était pas important d'être d'un pays ou d'un autre. Par contre, la différence peut toujours ressurgir dans certaines circonstances. Je l'ai vécue par exemple en venant travailler dans un lieu où il n'y avait plus que des Suisses.

Je ne l'ai pas réalisé tout de suite, mais à un moment donné, j'ai découvert que l'étranger n'était pas intégré pour tout le monde. J'ai donc commencé à comprendre des choses que je n'avais pas voulu entendre auparavant. Notamment pour les jeunes.

Au niveau de la scolarité, une bonne partie des élèves restent de côté, et ce sont surtout des étrangers. Malheureusement, avec la sélection, on ne peut pas être intégré. C'est normal, en général, l'étranger est aussi dans une classe sociale plus basse. En psychiatrie, je n'avais pas vu cette différence. Chez les enfants, c'est difficile à expliquer, mais il y a quelque chose qui se passe, quelque chose de plus malheureux. Les enfants, quand ils sont petits, ce n'est pas un problème pour eux que leurs parents parlent mal le français. Mais quand ils arrivent au cycle d'orientation, ils ne veulent pas que leurs parents aillent parler avec les enseignants. Ils sentent qu'il y a un problème, ils ne veulent pas que leurs parents se fassent remarquer. C'est pour cela que les parents ne vont pas aux réunions, ce n'est pas par indifférence. Souvent, les mamans parlent mieux que les papas, mais les garçons ne veulent pas que la maman y aille. Et cela, l'école n'en a jamais tenu compte.

Il y a un moment où les enfants d'immigrés finissent par se retrouver entre eux. C'est pour cela que je ne crois pas complètement à l'intégration. Ce qui se raconte là-dessus, je crois que c'est un peu du bluff. Je ne dis pas que c'est inutile, qu'il ne faut pas donner un peu d'argent pour des associations culturelles, mais on ne va jamais jusqu'au bout dans ce domaine. Par exemple, il existe des écoles de flamenco, dont on ne dit jamais que ce sont des lieux d'intégration, mais dans lesquelles toutes sortes de gens se mélangent. Cela dit, il y a quelques années, pour les dix-huit ans de ma nièce, je me souviens qu'il n'y avait que trois Suisses pour soixante jeunes. Tous les autres étaient espagnols, portugais, italiens. Je n'en croyais pas mes yeux.

Et par rapport à la vie politique ? Aux droits politiques ?

Même là, ce n'est pas évident. Je siège comme représentante syndicale au sein de la Commission administrative qui gère mon lieu de travail et il n'y a pas longtemps que c'est possible pour des étrangers. C'est vrai que les droits politiques représentent une possibilité d'intégration énorme. Bon, s'ils ont le droit de vote, tous les étrangers n'iront pas voter. Mais ça donne des possibilités. A la Commission administrative, les gens ont un peu oublié que j'étais une étrangère. Ils savent bien qui je suis, mais ils ne se posent pas la question de mes droits. Moi, je n'ai pas eu d'enfants, je n'ai pas connu l'effet de l'école pour l'intégration des familles – qui existe quand même, malgré ce que j'ai dit auparavant, et que je maintiens. A Thônex, depuis plus de 20 ans, je n'ai jamais été appelée une seule fois pour quoi que ce soit en ce qui concerne la commune. Jamais une fois. Je trouve cela incroyable. Cela veut dire que sans activité syndicale, je n'aurais pas existé dans ce pays.

Et en Espagne ?

Je vote en Espagne, dans mon village. Mais un jour, il y a eu un recensement et mon père a répondu dans la rue qu'ils n'étaient que deux à la maison. J'ai donc disparu des listes. Après, pour pouvoir retrouver le droit de voter en

Espagne, j'ai dû apporter une attestation comme quoi j'avais démissionné des listes. J'ai dû faire quelque chose qui m'a serré le cœur. J'ai dû signer un papier déclarant que j'allais régulièrement en vacances chez mes parents. En vacances ! Là où je suis née ! Comme si ce n'était pas chez moi ! J'en ai été malade.

Il y a une autre question qui revient tout le temps, c'est celle de savoir pourquoi je ne me suis pas naturalisée. Je le ferai probablement un jour, mais je veux absolument pouvoir voter auparavant. Je devrai me naturaliser parce que si je prends la retraite, je veux pouvoir partir et revenir. Parce que je suis aussi d'ici, pas seulement de là-bas. Je partirai sûrement un jour, mais je n'ai pas envie que ce soit pour toujours. Là-bas, non plus. En Espagne, c'est chez moi, mais c'est parce qu'il y a encore mes parents. Après, ce sera peut-être un peu moins chez moi. Quoi qu'il en soit, je ne veux surtout pas qu'on me ferme la frontière parce que je resterai toujours entre les deux pays.

L'idée d'une double absence correspond-elle à quelque chose pour toi ?

Oui, c'est quelque chose de terriblement douloureux. Pendant longtemps, quand j'étais jeune, j'ai eu besoin de ne pas y penser, de ne pas voir cet aspect de la réalité. J'allais là-bas, j'avais des amis, je revenais en Suisse. Et un jour, le jour où il y a eu la démocratie en Espagne, quelqu'un de ma famille qui parlait de la vie, des salaires, de l'évolution du pays, m'a dit que je ne savais rien, que je ne pouvais pas parler, que je n'étais pas de là-bas. Ce jour-là, ce fut comme si on m'avait donné une gifle, comme si on m'avait fait quelque chose de très fort. Et tout d'un coup, je me suis rappelée que ces propos, je les avais déjà entendus en Suisse. On m'avait déjà dit que je n'étais pas d'ici, que je ne savais pas de quoi je parlais. Par exemple, à propos de l'école, je ne pouvais pas en parler en connaissance de cause puisque je n'étais pas d'ici. Alors je me suis dit que c'était quelque chose de terrible. Et je crois qu'à partir de cette date, j'ai commencé à ressentir ce manque, à me dire que je n'étais pas d'ici, que je n'étais pas de là-bas.

J'ai aussi eu ce sentiment quand mes neveux, qui vivent en Suisse, ont commencé, vers l'âge de dix ans, à se faire interpellé au village : Salut les Suisses ! Eux, ils ne supportaient pas du tout qu'on leur dise là-bas « les Suisses » et ici « les Espagnols ». Finalement, tu n'es jamais au bon endroit au bon moment. Et cela, je le ressens très fortement.

La période où je me suis sentie le mieux, c'est quand je travaillais avec des gens de plusieurs nationalités, dans les services hospitaliers. On était tous d'ici, mais chacun se sentait aussi un petit peu d'ailleurs. A ce moment-là, je me suis considérée comme intégrée en Suisse. Mais du moment que tu es en minorité à un endroit, tu te sens plus mal. Maintenant, je suis en minorité quand je vais dans mon village. Là-bas, il y a trente ans, beaucoup de gens vivaient à l'étranger, en Suisse ou en Allemagne, mais maintenant, on n'est plus que deux ou trois. Tous les autres sont rentrés en Espagne, même dans ma famille. J'ai un frère qui est rentré il y a dix ans. Et lui, il dit seulement maintenant, dix ans plus tard, qu'il est vraiment bien là-bas. Par contre, son fils, qui est rentré en Espagne vers l'âge de quinze ans, ne pense qu'à revenir ici. Il est en Espagne depuis dix ans, mais il est né en Suisse et ne pense qu'à

revenir. Il travaille dans une banque et n'a pas le problème de devoir chercher un travail. Son souhait, c'est seulement de revenir ici. Il a fait l'école en Suisse et il ne se sent pas vraiment espagnol. Il a gardé des contacts réguliers avec des amis genevois. Je crois même qu'il a choisi le domaine de la banque parce que ça le rapprochait de la Suisse.

Finale­ment, tu es de culture espagnole ou de culture suisse ?

Alors là... Je suis un peu de culture espagnole. Je me rappelle les comptines pour les enfants. Mais je finis par me trouver beaucoup mieux avec celles d'ici parce que celles de mon enfance étaient assez pauvres. Il n'y avait que des poésies à la Vierge. Finale­ment, je me trouve assez mélangée. Je ne connais pas encore suffisamment le côté calviniste. Mais je ne connais pas non plus complètement le côté catholique. J'aime bien regarder ce qui se passe à Genève ou en Suisse. C'est important. Je lis aussi un peu les journaux espagnols. Tout est vraiment mélangé.

Et ceux qui sont toujours restés en Espagne, comment les vois-tu ?

Ceux qui sont toujours restés là-bas, ce ne sont pas ceux qui nous trouvent le plus différents. Le problème se pose surtout avec ceux qui ont émigré et sont revenus très vite, ceux qui n'ont été que saisonniers. Eux, ils considèrent qu'ils ont toujours été de là-bas. Et nous, qui sommes restés en Suisse ou en Allemagne, ils ne nous considèrent plus comme de vrais Espagnols. Quant à ceux qui sont toujours restés au village, qui ont vraiment leurs racines, je ne sais pas bien comment ils ont évolué. Pour l'Espagne, c'est très particulier. Il y a eu une période où j'avais l'impression que tout restait immobile et, tout à coup, la société a beaucoup changé.

Qu'est-ce qui a changé ?

Beaucoup de choses. Bon, il y a toujours l'Eglise. Mais, depuis quelque temps, quand quelqu'un décède, il ne reste pas à la maison. Avant, il restait. Il y a aussi des gens qui vont dans des maisons de retraite. Ce que je trouve très triste même si je comprends bien que les gens veuillent vivre à leur manière. Il y a eu une ouverture assez importante, mais pour les jeunes, maintenant, c'est comme si cette dictature que nous avons connue était désormais très lointaine. Toute une nouvelle génération ne l'a pas vécue. Ce qui a changé n'est toutefois pas forcément positif. Il y a moins d'emprise au niveau de la famille, ce qui est bien, mais il y a aussi plus de déchirements, et ces vieux en maison de retraite, pour l'Espagne, c'est vraiment douloureux. Chez nous, la famille faisait quand même partie du patrimoine. On observe aussi une misère cachée. Et un racisme qui se réveille alors qu'il n'existait pas. Jusque-là, les gens qui arrivaient étaient toujours accueillis. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Je suis retournée régulièrement en Espagne, plusieurs fois par année. J'ai donc suivi cette évolution. Par contre, un cousin éloigné qui a passé 35 ans à Berne s'est construit une maison qui pourrait abriter tous les habitants du lieu. Mais il n'est pas retourné chaque année au village pendant cette période. Et il a donc cru que les gens étaient restés comme ils étaient au moment de

son départ. Du coup, son retour s'est très mal passé et il vit maintenant tout seul dans sa maison. Quelle tristesse pour cet homme! Le temps s'est arrêté quand il est parti et il n'a plus rien compris à son retour! A l'époque, quand un jeune partait, il faisait le tour de toutes les maisons du village et chacun donnait un petit quelque chose. Il a cru que tout était resté comme cela. Mais tout avait bien changé. Et quand il a marié sa fille, qui avait toujours vécu au village, elle lui a fait l'affront de prendre le grand-père comme témoin parce qu'il s'était occupé d'elle. C'était terrible! Et c'est bien ce que mes parents n'ont pas voulu laisser faire à mon frère. Ce qui a fait aussi que je suis arrivée ici.

Entretien réalisé en mars 2001 par Charles Heimberg.